

Question présentée par la députée :
M^{me} Sarah Klopmann

Date de dépôt : 1^{er} juin 2016

Question écrite urgente **Démocratie populaire en danger ?**

Samedi 28 mai, une manifestation contre l'austérité et pour la garantie de services publics de qualité a eu lieu. Elle était autorisée et organisée notamment par différents syndicats et partis politiques.

Cependant, un très important dispositif anti-émeutes a été mobilisé. Plusieurs contrôles d'identité ont été faits, dont beaucoup en amont de l'arrivée des manifestant.e.s au point de départ du cortège.

La manifestation s'est très bien déroulée, sans heurts.

Malgré cela, des rues ont été bloquées par les forces de l'ordre au moment où la foule se dispersait, après le cortège. La police anti-émeutes a procédé à des interpellations musclées et agressives, sous les yeux de trois députées. Ce procédé violent est disproportionné et peut attiser les tensions.

En conséquence, mes questions au Conseil d'Etat sont les suivantes :

- ***Combien ce dispositif policier a-t-il coûté (sprays y compris) ?***
- ***Pour quelles raisons les forces de l'ordre ont-elles, immédiatement après la manifestation, bloqué des rues autour de la plaine de Plainpalais, lieu d'arrivée du cortège ?***
- ***Comment manifester son opposition à des décisions politiques, à Genève, sans craintes de représailles ?***